

Réservez vos places pour le Sommet des Start-up à Lille le 4 octobre !

Réserver

Découvrez une collection de 9 émotions interactives










D'autre part, l'exécutif a fortement réduit les subventions et le nombre et des emplois aidés, passés de 320.000 en 2017 à 130.000 en 2019. Les économistes s'accordent là aussi sur l'inefficacité à long terme du "traitement social" du chômage. Et la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, assume: "nous faisons le choix d'un budget cohérent avec notre politique, qui ne subventionne pas l'emploi mais investit dans les compétences et l'insertion des plus vulnérables".

L'exécutif passe aussi la vitesse (un peu) supérieure en matière de baisse des effectifs. Après 1.800 postes en 2018, il compte en supprimer 4.200 en 2019. "A l'inverse de nos prédécesseurs, nous mettons d'abord en place des plans de transformation des administrations et nous en tirons ensuite les conséquences", justifie le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt. Il a toutefois intérêt à accélérer puisqu'Emmanuel Macron a fixé un objectif de 50.000 postes d'ici 2022, en plus des 70.000 espérés dans les collectivités locales.

Des postes d'enseignants en moins

Dans le détail, le fisc, qui doit restructurer son réseau et rapprocher ses services de recouvrement de ceux des douanes et de l'Urssaf, va réduire ses effectifs de 1.950 agents en 2019. Un chiffre toutefois comparable à celui des années précédentes. Bercy compte aussi envoyer moins d'agents dans les Direccte, les directions régionales de l'Etat en charge des entreprises et de l'emploi. "Il s'agit de postes de spécialistes de l'industrie ou du tourisme, qui doublonnent avec les employés des régions, censées avoir déjà récupéré ces missions", approuve François Ecalle, ex-magistrat de la Cour des comptes.

L'Education renoue, quant à elle, avec les baisses d'effectifs après une forte hausse sous François Hollande. Le ministère supprime 1.800 postes globalement mais avec des priorités clairement énoncées. "L'ambition du quinquennat est d'augmenter le taux d'encadrement des élèves du premier degré, partout, même en zone rurale", avance le cabinet de Jean-Michel Blanquer. Des postes d'enseignants vont être créés dans le primaire, où la France accuse un sérieux retard par rapport à ses voisins. Mais ils seront plus que compensés par des coupes dans le secondaire, le privé et les services administratifs. Enfin, l'exécutif a ciblé le pléthorique réseau diplomatique français, amené à faire fondre sa masse salariale de 10% d'ici 2022, notamment en mutualisant les fonctions support. Reste à savoir


Carte Offerte la 1^{ère} année
6 000 Miles de bienvenue
[PROFITEZ-EN !](#)



QUELS CHALLENGES POUR LES OPERATEURS DES FILIERES DE VIANDE BOVINE ?

Dernières vidéos



Réservez vos places pour le Sommet des Start-up à Lille le 4 octobre !

Réserver

Le contenu des réformes reste aussi encore à préciser du côté des administrations sociales. Le gouvernement a laissé la main au patronat et au syndicat pour trouver 1 à 1,3 milliard d'économies par an sur l'assurance chômage. Il veut surtout lutter contre la multiplication des contrats courts, très coûteux. Le budget de la sécurité sociale, présenté ce mardi 25 septembre, prévoit, comme les années précédentes, de l'ordre de 4 milliards d'économies dans l'assurance maladie, dont un milliard en négociant à la baisse les prix des médicaments avec les labos.

Le gouvernement avait préalablement détaillé un plan national de santé ambitieux. Il souhaite notamment désengorger les services d'urgences des hôpitaux en incitant financièrement les médecins à organiser des "urgences de ville". "Nous préférons davantage mettre en avant les mesures positives pour les Français que les économies, confesse le député LREM Olivier Véran, rapporteur général de la commission des affaires sociales. Mais l'un des objectifs est bien de rendre le système de soins plus efficace et donc moins coûteux." Pas sûr toutefois que les effets de la réforme se fassent sentir avant la fin du quinquennat.

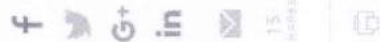
Or, le calendrier d'Emmanuel Macron s'accélère. "Plus le temps passe, plus on doute de la faisabilité des réformes, pointe François Ecalle. D'autant qu'il sera plus difficile politiquement de faire des coupes budgétaires entre les élections locales de 2020 et la présidentielle 2022." Dès lors, la droite a beau jeu de tacler le gouvernement sur son manque d'ambition. "Il ne baisse pas vraiment les dépenses car il ne s'attaque pas aux grandes masses, critique l'élu LR Maël de Calan, qui a planché sur le sujet pour le club de réflexion de Valérie Pécresse. Il faudrait reculer l'âge de départ à la retraite en le portant à 65 ans, ce qui économiserait 30 milliards." Mais Emmanuel Macron a promis, durant la campagne, de ne pas y toucher. Une condition sine qua non pour réussir à faire passer sa grande réforme de la retraite à points. Les économies, elles, attendront.

Les dernières galeries photo



NOTRE RUBRIQUE ECONOMIE

- **Agriculture**
- **Budget**
- **Conjoncture**
- **Consommation**
- **Fiscalité**
- **France**
- **Les vidéos de l'ESSEC**
- **Sécurité sociale**
- **Social**
- **Galeries photos Economie**
- **Vidéos Economie**



15 vidéos



#DÉFICIT PUBLIC #FONCTIONNAIRE

4 RÉACTIONS